

Ramon LOURIDO DIAZ, *Marruecos y el mundo exterior en la segunda mitad del siglo XVIII*. M.A.E., Agencia española de cooperación internacional, Instituto de Cooperación con el Mundo Árabe, Madrid, 1989. 17,5 × 24,5 cm, 743 p.

Le premier volume qu'a consacré le R.P. Lourido Diaz au sultan marocain Sidi Muḥammad b. 'Abd Allāh ne concernait que la politique intérieure du Maroc dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. L'ouvrage qui nous est présenté maintenant traite de la politique extérieure de l'empire chérifien, principalement de ses relations avec l'Europe, mais aussi de ses rapports avec l'empire ottoman et les régences d'Afrique du Nord.

Les sources consultées sont importantes : ouvrages contemporains, du XIX^e, du XX^e siècle, tant espagnols que français, portugais, italiens et marocains. Le P. Lourido insiste sur l'intérêt que présente la correspondance du consul français Louis Chénier (publiée par Pierre Gillion, Paris, 1970) et la *Ta'rīq al-Dū'ayyif* (rééditée, Rabat, 1986). Sans oublier les sources archivistiques, surtout européennes, espagnoles principalement, mais aussi françaises, portugaises et anglaises.

Sidi Muḥammad régna de 1757 à 1790 : trente-trois années consécutives qui permirent au pays de retrouver le calme et une prospérité relative après trente années d'anarchie : le P. Lourido partage ce long règne en trois parties : 1757-1767, l'ouverture sur l'Europe; 1767-1775, relations et commerce avec l'Europe; 1775-1790 : importance de la politique européenne et perspectives générales du commerce extérieur.

La politique extérieure de ce sultan dépendait de ses relations maritimes avec les autres nations : sur l'Océan et en Méditerranée la piraterie avait libre cours, et l'un des premiers buts que se proposa Sidi Muḥammad fut de remplacer la course par un commerce officiel avec les pays voisins, et de signer des accords commerciaux avec ceux-ci; ce qui l'entraîna à la constitution d'une nouvelle marine à la façon européenne; tout d'abord une marine de guerre qui lui aurait permis, espérait-il, de reconquérir les enclaves chrétiennes dans le territoire marocain : il ne put reprendre que Mazagan en 1769; puis une marine marchande : mais à sa mort on pouvait seulement compter dix frégates et quatorze galiotes.

Un des principaux objectifs, tant des nations chrétiennes que du sultan chérifien, était le rachat ou l'échange de leurs captifs respectifs. À partir de 1765, Sidi Muḥammad déploya une grande activité diplomatique dans ce domaine; les ambassades marocaines dans les pays européens sont nombreuses qui aboutirent souvent à la ratification de traités de paix.

Déjà du temps où Sidi Muḥammad n'était que calife de Marrakech, ce prince désirait connaître la civilisation européenne, et son séjour forcé à Safi lui avait permis d'être en relation avec divers commerçants chrétiens.

Un des premiers traités que conclut le Maroc « fut celui passé avec la Grande-Bretagne le 28 juillet 1760 : l'approvisionnement de Gibraltar rendait nécessaire une entente anglo-marocaine. Suivirent des traités de commerce avec le Danemark, la Suède, l'Espagne, Venise, Gênes, la France, le Portugal, les Pays-Bas, Hambourg et même la Prusse. Les relations avec la France se détériorent à la fin du règne, et le consul général Louis Chénier dut quitter le Maroc en 1781. Avec l'Espagne fut signé, le 3 janvier 1780, le *convenio* d'Aranjuez, traité qui devait permettre aux marchands marocains et espagnols de commerçer dans leurs ports réciproques.

Cette ouverture sur l'Europe ne doit pas cacher les liens religieux et politiques qui existaient entre l'empire chérifien et l'Empire ottoman; la tension qui se manifesta à plusieurs reprises entre le Maroc et la régence d'Alger faillit rompre les relations du sultan avec la Sublime Porte.

Ce second volume du R.P. Lourido complète son premier ouvrage relatif au règne de Sidi Muḥammad b. 'Abd Allāh, souverain qui tenta résolument de faire entrer son pays dans l'ère moderne. C'est toute l'histoire de la seconde moitié du XVIII^e siècle dans cette partie de l'Afrique du Nord que nous donne le P. Lourido, et son étude va au-delà de la seule politique marocaine.

Une dernière remarque : pourquoi la bibliographie, extrêmement fournie, est-elle partagée en deux : une bibliographie critique en tête de volume, et en fin d'ouvrage, après les sources, la liste des livres et articles de revues ? Il me semble qu'il eût été préférable de tout réunir.

Chantal de LA VÉRONNE
(E.P.H.E., Paris)

Robert MANTRAN (sous la direction de), *Histoire de l'Empire ottoman*. Fayard, Paris, 1989. 810 p., 16 cartes et plans.

Ce volumineux ouvrage est le fruit de la collaboration autour de R. Mantran des meilleurs spécialistes français contemporains de cet « Empire-monde » selon l'expression de F. Braudel. Après la publication en anglais de Stanford J. Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, 2 vol., Cambridge U. P. 1976-1977, dont une traduction en français du premier volume est parue en 1984 chez Horvath, c'est donc une contribution essentiellement française à la connaissance de l'histoire de cet empire qui a souffert de présentations souvent partiales, ou sur certains points criticables, en raison du rôle qu'il a joué dans la politique internationale du XVI^e au XX^e siècle. L'ouvrage est destiné à un grand public français cultivé, érudits, historiens et étudiants. Couvrant quelque six siècles d'histoire, il est divisé en seize chapitres rédigés par un, quelquefois deux spécialistes, et suit une périodisation chronologique stricte dans laquelle sont insérés des chapitres traitant de sa complexe organisation interne, de ses institutions administratives et de leur évolution.

L'ouvrage présente les débuts de l'« État ottoman » (première moitié du XIV^e siècle) où légende et faits historiques se mêlent (chap. I), pour suivre pas à pas son développement aux XIV^e et XV^e siècles : après la déroute devant les armées de Timour Lang en 1402 qui ponctue la fin de sa « première ascension », la reprise, la « nouvelle ascension », est soulignée par la conquête en 1453 de Constantinople (chap. II et III intitulés l'un et l'autre « l'ascension des Ottomans »), tandis que l'incorporation à des dates différentes de régions arabes (Syrie, Égypte, Hedjaz, Algérie, Tunisie, Libye, Yémen, Irak) marque au XVI^e siècle l'extension territoriale maximum et l'apogée de l'Empire (chap. V); un chapitre (VII) est ensuite consacré au XVII^e siècle que l'historien hésite à qualifier définitivement (« stabilisation ou déclin », sans doute les deux), alors que le XVIII^e siècle (chap. VIII) et le XIX^e siècle (chap. XI et XII) sont caractérisés par la « pression européenne » politique et économique qui se fait de plus en plus pesante : « question d'Orient » et réponse ottomane avec les « Réformes »; chronologiquement, l'ouvrage s'achève par l'analyse des cinquante dernières années d'un empire (1878-1923) qui connaît des